



Le général de brigade Laurent Phélip lorsqu'il commandait le GIGN.
Crédit : DR.

Cette unité, [créée le 20 juillet 2016](#), interservices rattachée à la gendarmerie nationale a pour mission d'améliorer la réponse des forces de l'État dans le domaine de la protection des installations et activités nucléaires civiles. Elle est basée au fort de Charenton. Il est commandé depuis août 2020 par le général Laurent Phélip.

Le CoSSeN, dans une approche intégrée de la sécurité nucléaire, s'appuie sur quatre leviers d'action :

- améliorer, harmoniser et coordonner les concepts opérationnels. « *Il est essentiel d'homogénéiser et de décroisonner les modes d'action afin de ne pas être otages des protocoles bilatéraux en cas de crise* » ;
- centraliser, analyser et diffuser les informations et le renseignement, « *sans toutefois être un service de renseignement* » ;
- assurer le contrôle et le suivi des personnes accédant aux installations et activités nucléaires par le biais de process harmonisés et centralisés. Une mission rendue d'autant plus nécessaire par la menace terroriste constante ;

- enfin, développer l'expertise des gendarmes et des policiers sur le terrain. « *En cas de crise, il faut agir vite, avec les unités les plus proches. Si les PSPG sont formés et équipés, ce n'est pas le cas des unités territoriales de gendarmerie ou de police. Il faudra donc identifier leurs besoins en formation et en équipements* », précise le général Cormier.

Pour remplir ces missions, soixante-quatre personnels (30 gendarmes, 15 policiers et une vingtaine de personnels civils) sont actuellement répartis en trois départements : « *appui aux forces et aux opérateurs* », « *opérations et emploi* » et « *soutien opérationnel* ».

« *S'appuyer sur l'expertise et les savoir-faire de chaque institution nous permet d'avoir une vision globale et de gagner en performance* », conclut le commandant du CoSSeN.